

## CONTRIBUTION DU BARREAU FRANCAIS

(Conseil national des barreaux, Barreau de Paris, Conférence des bâtonniers)

### Au Rapport 2024 sur l'état de droit

## 1. Indépendance du système judiciaire

### 1.1. Nomination et sélection des juges, des procureurs et des présidents de tribunaux

#### • Statut des magistrats du parquet au sein de l'autorité judiciaire :

- Le barreau français regrette que cette question n'ait pas été évoquée à court ou moyen terme par les autorités nationales, malgré les préconisations du rapport sur les Etats généraux de la justice de 2022<sup>1</sup>.
- En effet, les prérogatives dont dispose le pouvoir exécutif pour faire ou défaire la carrière des magistrats du parquet, en particulier des procureurs et procureurs généraux, engendre une suspicion sur le traitement par le ministère public des dossiers dits « sensibles », notamment politico-financiers.
- La réforme du Parquet, initiée il y a plus de vingt ans afin d'assurer l'indépendance du parquet par rapport au pouvoir politique, apparaît désormais urgente au regard de l'entrée en fonction du Parquet européen, qui fait naître une concurrence potentielle entre les procureurs européens délégués, non soumis à l'autorité hiérarchique du parquet général et du ministère de la Justice, et les procureurs français.

#### • Accès à la magistrature :

- Le barreau français se réjouit de l'ouverture et de la simplification des voies d'accès à la magistrature<sup>2</sup>, dans le but d'attirer plus de candidats.
- Le recrutement sur titres, les voies d'intégration directe dans le corps judiciaire aux deux premiers grades et les concours complémentaires sont supprimés.
- Un concours professionnel, destiné aux professionnels, notamment aux avocats désireux de devenir juges, est créé.
- Un concours spécial pour le recrutement d'auditeurs de justice au profit des élèves des classes "Prépas Talents" va être expérimenté jusque fin 2026 afin d'ouvrir la magistrature à des profils différents.
- Un troisième grade, contingenté, est en particulier institué de même qu'une priorité d'affectation pour les magistrats qui ont exercé pendant une certaine durée sur des postes souffrant d'un problème d'attractivité.

### 1.2 Répartition des affaires dans les tribunaux

#### • Déjudiciarisation des affaires pénales :

- Le barreau français s'inquiète du mouvement grandissant de déjudiciarisation des affaires pénales au détriment des droits de la défense, et en particulier, de l'extension de l'amende forfaitaire délictuelle.
- L'amende forfaitaire délictuelle a initialement été créée en 2016<sup>3</sup> pour traiter un contentieux de masse, les délits routiers.

<sup>1</sup> [Rapport](#) du comité des États généraux de la justice - (Octobre 2021- avril 2022)

<sup>2</sup> Loi organique du 20 novembre 2023 relative à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire modifie différents textes.

- Cette procédure<sup>4</sup> permet d'éteindre l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire dans les 45 jours qui suivent la constatation de l'infraction ou la réception de l'avis d'amende forfaitaire. Le montant de l'amende peut être minoré ou majoré en fonction de s'il est payé directement entre les mains de l'agent verbalisateur ou dans les 15 jours qui suivent la constatation de l'infraction ou la réception de l'avis, ou non.
  - ➔ Cela remet en cause 4 principes acquis en droit pénal et procédure pénale : l'égalité devant la justice pénale, le non-cumul des fonctions de poursuite et de condamnation, l'exercice des droits de la défense et l'individualisation de la peine. Cette nouvelle forme de sanction des délits prononcée de fait par la police et la gendarmerie contre la personne considérée comme coupable, est une condamnation correctionnelle sans débat contradictoire, sans juge, sans avocat. Son extension significative constitue selon le barreau français un recul des droits et garanties des justiciables.
- **Généralisation des Cours criminelles départementales (CCD) :**
  - Introduite à titre expérimental en 2019 puis généralisées à tout le territoire national en 2023<sup>5</sup>, la CCD est compétente pour juger des personnes majeures accusées d'un crime puni de 15 ou 20 ans de réclusion lorsque l'état de récidive légale n'est pas retenu.
  - Elle est composée de cinq magistrats professionnels, deux d'entre eux pouvant des magistrats honoraires, des avocats honoraires ou exercer leurs fonctions à titre temporaire.
  - Les crimes concernés sont principalement les viols, mais également les coups mortels, les vols à main armée, le proxénétisme aggravé et l'esclavagisme.
  - Selon le barreau français, ce dispositif des CCD ne procure ni réel gain de temps, ni réduction des délais d'audience. Au contraire, il complique l'organisation matérielle des juridictions, crée des surcharges de travail pour les juges et les personnels de greffe, entraîne de nombreux surcoûts en raison des effets induits par leur mise en place, introduit une confusion dans l'esprit des justiciables, n'a aucun effet déterminant sur la correctionnalisation des affaires criminelles, peine à absorber le stock des affaires en attente d'être jugées, accroît les taux d'appel et continue à porter en lui-même une atteinte au principe de l'oralité des débats.

### 1.3 Responsabilité des juges et des procureurs

- **Saisine du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) :**
  - Depuis la réforme constitutionnelle de 2008, tout justiciable peut saisir le CSM dans le cas où il estime qu'un magistrat de l'ordre judiciaire est susceptible d'avoir commis une faute disciplinaire dans l'exercice de ses fonctions.
  - Toutefois, le nombre de plaintes jugées recevables chaque année est très faible<sup>6</sup>, notamment chez les justiciables.
  - Le barreau français se félicite cependant de la récente adoption d'une loi<sup>7</sup> qui réforme la responsabilité, la déontologie et la protection des magistrats judiciaires afin de clarifier et simplifier le dépôt de plainte auprès du CSM.

### 1.4 Indépendance et autonomie du ministère public

<sup>4</sup> Codifiée aux articles 495-17 du code de procédure pénale et suivants

<sup>5</sup> Loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

<sup>6</sup> En 2021, sur les 377 plaintes enregistrées, seules 11 ont été déclarées recevables, parmi lesquelles 3 ont été rejetées comme infondées. La grande majorité de celles-ci concerne la formation disciplinaire des magistrats du siège. En outre, sur ces 17 saisines en matière disciplinaire, le garde des sceaux est à l'origine de 12 d'entre elles, le Premier ministre de 3 et les premiers présidents des cours d'appel de 2.

<sup>7</sup> Loi organique du 20 novembre 2023 relative à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire.

- **Compétences du Parquet :**

- Ces 15 dernières années, les réformes judiciaires en France vont dans le sens d'un renforcement des compétences du Parquet par rapport au juge judiciaire, ce qui soulève des interrogations au sein du barreau français.
- La question de l'indépendance du parquet soulève plusieurs questions sur la conformité des dispositifs procéduraux français au regard des réglementations européennes telles qu'interprétées par la CJUE.

## 2. Indépendance du barreau et des avocats

### 2.1 Confidentialité des communications entre l'avocat et son client

- **Périmètre du secret professionnel de l'avocat :**

- Le barreau français s'inquiète de la réduction légale du périmètre de la protection aux seuls échanges en lien avec l'exercice des droits de la défense<sup>8</sup>.
- L'article 3 de la loi modificatrice prévoit des exceptions au secret de la défense et au secret du conseil.
- Ainsi, sans préjudice des prérogatives du bâtonnier ou de son délégué, le secret professionnel du conseil ne serait pas opposable aux mesures d'enquête et d'instruction en matière de fraude fiscale, de corruption et de trafic d'influence en France comme à l'étranger, ainsi que de blanchiment de ces délits<sup>9</sup> et lorsque les consultations, correspondances ou pièces, détenues ou transmises par l'avocat ou son client, établissent la preuve de leur utilisation aux fins de commettre ou de faciliter la commission desdites infractions.

- **Perquisition du cabinet/ domicile de l'avocat :**

- Lorsque la perquisition d'un cabinet ou d'un domicile de l'avocat est justifiée par la mise en cause de celui-ci, elle est subordonnée par le Juge de la liberté et de la détention (JLD), à l'existence de raisons plausibles de soupçonner l'avocat d'avoir commis ou tenté de commettre l'infraction qui fait l'objet de la procédure.
- En revanche, la perquisition demeure possible même lorsque l'avocat n'est pas mis en cause.
- 22 avocats ont été perquisitionnés à Paris au cours des 6 premiers mois de l'année 2023<sup>10</sup>.
- Le 19 janvier 2022, le Conseil constitutionnel a donc considéré qu'aucune disposition constitutionnelle ne consacre spécifiquement un droit au secret des échanges et correspondances des avocats et qu'aucune atteinte au secret professionnel de l'avocat ni aux droits de la défense ne peut donc être caractérisée en cas de perquisitions et de saisies réalisées dans son cabinet, à son domicile ou dans un autre lieu.

- **Mobilisation de la profession :**

- En 2022, une circulaire<sup>11</sup> détaillant les nouvelles règles relatives aux perquisitions et interceptions téléphoniques de l'avocat, a méconnu le principe d'indivisibilité du secret professionnel consacré par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'Homme.
- Ensuite, en indiquant que tout conseil fourni en amont de la commission d'une infraction ne saurait être protégé par le secret, la circulaire ajoute une condition qui n'était pas prévue par la loi et vide partiellement de sa substance cette nouvelle protection accordée par le législateur.

<sup>8</sup> Loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire

<sup>9</sup> Articles 1741 et 1743 du code général des impôts et articles 42122, 4331, 4332 et 4351 à 43510 du code pénal.

<sup>10</sup> [Frédéric Chhum, Village de la Justice, PERQUISITION CHEZ L'AVOCAT : PRÉCISIONS DE LA CHAMBRE CRIMINELLE SUR L'APPEL DE L'ORDONNANCE DU JLD, 19 octobre 2023.](#)

<sup>11</sup> Circulaire du 28 février 2022 présentant les dispositions de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire renforçant la protection des droits de la défense.

- Ainsi, l'Ordre des avocats au barreau de Paris a déféré cette circulaire à la censure du Conseil d'Etat, et le Conseil national des barreaux (CNB) a présenté une intervention volontaire à son soutien.
- Dans le cadre de ce contentieux, une QPC sur la constitutionnalité de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire a été transmise au Conseil constitutionnel. Sa décision du 19 janvier 2023 conclut que les dispositions contestées de l'article 56-1 du code de procédure pénale procèdent à une conciliation équilibrée entre, d'une part, l'objectif de valeur constitutionnelle de recherche des auteurs d'infractions et, d'autre part, le droit au respect de la vie privée et le secret des correspondances.
  - ➔ Les articles 56-1 et 56-1-2 du Code de procédure pénale sont donc conformes à la Constitution.
- Cependant, la mobilisation des avocats a toutefois permis d'éviter la non-opposabilité du secret professionnel lorsque l'avocat a fait l'objet de « *manceuvres ou actions aux fins de permettre, de façon non intentionnelle, la commission, la poursuite ou la dissimulation d'une infraction* ».

- **Problématique de la facturation électronique :**

Les professionnels sont tenus d'émettre une facture pour toutes les opérations économiques entrant dans le champ de la TVA. Traditionnellement, cette facture était émise sous format papier puis PDF. La réforme adoptée par le législateur français tend à imposer de recourir à un format électronique et à émettre lesdites factures *via* une plateforme dédiée et rattachée à l'administration fiscale. Cette réforme pose un certain nombre de difficultés eu égard aux obligations s'imposant spécifiquement aux avocats, particulièrement concernant la préservation du secret professionnel.

Si le secret professionnel de l'avocat ne peut pas faire échec aux obligations comptables et fiscales de l'avocat, pouvant amener ce dernier à produire les factures qu'il émet afin de justifier de ses recettes, il n'est pour autant pas prévu d'autorisation pour l'avocat de transmettre des informations couvertes par le secret par un envoi automatique des données de facturation à l'administration fiscale. En effet, les exceptions prévues quant au respect par l'avocat du secret professionnel sont limitativement énumérées.

Or la transmission automatique des données de facturation de l'avocat (via eInvoicing en particulier) conduirait ce dernier à informer l'administration fiscale de l'identité précise de son client, de son adresse, de la nature de la prestation réalisée (par exemple, assistance pénale, fiscale, en matière d'enquête interne, etc.), le détail de ces prestations ventilées par jour et durée d'intervention, alors que ces informations sont par essence couvertes par le secret professionnel de l'avocat.

En effet, quoique les factures ne constituent pas un document confidentiel en tant que tel dès lors qu'elles ne comprennent pas d'information relative à la nature des prestations fournies<sup>12</sup>, celles émises par un avocat comprennent normalement l'identité du client ainsi que le détail des prestations qu'il a réalisées pour ce dernier.

Dans ces circonstances, la facturation électronique (en particulier à raison du eInvoicing) telle qu'envisagée par le Gouvernement est incompatible avec les règles entourant la protection du secret professionnel, notamment en ce que (i) les factures émises par un avocat comprennent nécessairement le détail des prestations réalisées au profit du client et (ii) que lesdites factures pourront être partagées à des plateformes partenaires de l'administration fiscale, violant ainsi le secret professionnel de l'avocat en communiquant à des tiers des informations relatives au client et à la prestation réalisée à son profit.

<sup>12</sup> CA Paris, 6 novembre 2012, n°12/00099

## 2.2 Menaces/ harcèlement à l'encontre des avocats

22 avocats ont été perquisitionnés à Paris au cours des 6 premiers mois de l'année 2023 <sup>13</sup>.

Pour un exemple plus spécifique : Perquisition à l'appartement d'une avocate fiscaliste en mars 2023. 11 personnes étaient présentes (une juge d'instruction, un procureur, quatre enquêteurs avec leur arme de service, deux spécialistes informatiques, deux greffières et une consœur, membre du conseil de l'ordre, déléguée de la bâtonnière de Paris aux contestations des perquisitions). Le motif de l'opération était de rechercher des éléments concernant une éventuelle complicité de fraude fiscale et de blanchiment d'argent. La perquisition s'est poursuivie au sein de son cabinet. 15 documents ont été saisis<sup>14</sup>.

Le 19 janvier 2023, le Conseil constitutionnel s'est prononcé sur **la question du respect du secret professionnel lors des perquisitions et saisies dans le cabinet ou le domicile d'un avocat**. Il considère que non seulement aucune disposition constitutionnelle ne consacre spécifiquement un droit au secret des échanges et correspondances des avocats mais de surcroît, aucune atteinte au secret professionnel de l'avocat ni aux droits de la défense ne peut être caractérisée en cas de perquisitions et de saisies réalisées dans son cabinet, à son domicile ou dans un autre lieu. Les articles 56-1 et 56-1-2 du Code de procédure pénale sont donc conformes à la Constitution<sup>15</sup>.

Le 16 novembre 2023, le Conseil constitutionnel s'est prononcé sur la conformité à la Constitution de la loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 et de la loi organique relative à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire. L'objet des dispositions contestées était d'autoriser l'activation à distance d'appareils électroniques à l'insu de leur propriétaire ou possesseur afin de mettre en œuvre ces techniques d'investigation<sup>16</sup>.

S'agissant spécifiquement de la loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice, le Conseil constitutionnel censure les paragraphes 46 ° et 47° du paragraphe I de l'article 6 relatifs à l'activation à distance d'appareils électroniques afin **de capter des sons et des images dans le cadre d'une enquête ou d'une instruction**.

Il estime que cette mesure porte « une atteinte particulièrement importante au droit au respect de la vie privée dans la mesure où elle permet l'enregistrement, dans tout lieu où l'appareil connecté détenu par une personne privée peut se trouver, y compris des lieux d'habitation, de paroles et d'images concernant aussi bien les personnes visées par les investigations que des tiers ».

<sup>13</sup> [Frédéric Chhum, Village de la Justice, PERQUISITION CHEZ L'AVOCAT : PRÉCISIONS DE LA CHAMBRE CRIMINELLE SUR L'APPEL DE L'ORDONNANCE DU JLD, 19 octobre 2023.](#)

<sup>14</sup> [Gaz. Pal. 25 avr. 2023, n° GPL448r4, p. 10](#)

<sup>15</sup> [Décision n° 2022-1030 QPC du 19 janvier 2023](#)

<sup>16</sup> [Décisions n°2023-855 et n°2023-856 DC du 16 novembre 2023](#)

- En septembre 2023, un avocat pénaliste du Barreau de Paris a été séquestré et frappé par deux de ses anciens clients. Les suspects ont été placés en garde à vue pour violences aggravées, menaces et séquestration<sup>17</sup>.
- **Cyber-attaques** Un rapport de 2023 du Centre Gouvernemental de la veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques a été rendu sur l'état de la menace informatique contre les cabinets d'avocats. Il établit notamment que les cabinets d'avocats sont régulièrement la cible d'attaques informatiques de trois grands types : les attaques à but lucratif, l'espionnage et les opérations de déstabilisation. Aujourd'hui, les attaques à finalité lucrative représentent la principale menace observée pour les cabinets d'avocats en nombre d'attaques. Elles sont majoritairement conduites par des groupes cybercriminels cherchant à extorquer des fonds à leurs victimes ou à commettre des délits d'initié. Le document présente les principales menaces pesant sur les systèmes d'information des cabinets d'avocats en France et à l'étranger<sup>18</sup>.

### 2.3 Application de la jurisprudence des tribunaux par les autorités nationales

- **Exécution des décisions en matière d'expulsion des étrangers délinquants :**
  - Le débat politique a porté ces dernières semaines sur cette question, dans le contexte d'attentats qu'a connu la France en octobre 2023.
  - Le ministre de l'Intérieur a ordonné l'expulsion d'un ressortissant ouzbèke malgré une mesure provisoire de la Cour EDH demandant de ne pas expulser cette personne compte tenu des risques de traitements inhumains et dégradant qu'entraînerait cette expulsion.
  - Par une ordonnance du 7 décembre 2023, le Conseil d'Etat a enjoint l'Etat à tout mettre en œuvre pour le faire revenir, ce que refuse le gouvernement.
  - En refusant de respecter les injonctions du juge européen puis celles du juge français, le gouvernement remet en cause le principe de l'autorité de la chose jugée, pilier de l'Etat de droit.

### 2.4 Perception du grand public de l'indépendance du pouvoir judiciaire

- **Relations entre la police et la justice :**
  - Le barreau français note un sentiment grandissant de défiance de la population vis-à-vis du pouvoir judiciaire en raison des relations entre la police et la justice.
  - Les policiers ayant commis une faute sont rarement sanctionnés.
  - La Défenseure des droits, Mme Claire Hédon, a souligné la réticence du Ministère de l'Intérieur à engager des poursuites disciplinaires contre les policiers responsables de manquement.
  - Face à ce constat, le CNB siège au Comité d'évaluation de la déontologie de la police nationale (CEDPN) rattaché à l'IGPN qui vise à améliorer les relations entre police et population.
  - Le CNB est également en contact avec l'Ecole nationale supérieure de la police (ENSP) en vue de renforcer la compréhension mutuelle et de pérenniser les formations communes afin d'améliorer les relations entre la profession et les agents de police et de renforcer l'effectivité des droits des personnes gardées à vue.
- **Eloignement et désincarnation de la justice :**
  - Le barreau français redoute que la perception que le grand public a de l'indépendance du pouvoir judiciaire soit également dégradé par l'éloignement et la désincarnation grandissante de la justice,

<sup>17</sup> [Le Parisien, Paris : un avocat séquestré et frappé par des clients mécontents, 17 septembre 2023.](#)

<sup>18</sup> [RAPPORT MENACES ET INCIDENTS DU CERT-FR, 2023.](#)



notamment en raison de l'élargissement de l'amende forfaitaire délictuelle, expliqué précédemment (cf 1.2)

- **Procès du ministre de la justice :**

- Le procès du Garde des sceaux, M. Eric Dupond-Moretti, ancien avocat au Barreau de Paris, qui s'est tenu devant la Cour de Justice de la République (CJR) pour « prise illégale d'intérêt » en 2023, a été susceptible d'affecter négativement la perception par le grand public de l'indépendance du pouvoir judiciaire et des avocats.
- « La CJR, composée de douze parlementaires et de magistrats, avait estimé que M. Dupond-Moretti s'était bien placé en situation de conflit d'intérêts en ouvrant des enquêtes administratives contre quatre magistrats qu'il avait critiqués lorsqu'il était avocat, mais qu'il ne pouvait pas être reconnu coupable, faute d'élément 'intentionnel' ».
- Le procureur général près la Cour de cassation avait initialement requis une peine d'un an de prison avec sursis.
- Il a été relaxé.
- Cette affaire a soulevé de nombreux débats sur la pertinence du maintien de la juridiction d'exception qu'est la Cour de Justice de la République. Certains parlementaires considèrent notamment que l'institution est un « entre soi systématiquement partial » envers les ministres et devrait être supprimée<sup>19</sup>.

### 3. Qualité de la justice

#### 3.1 Accessibilité des tribunaux

- **Aide juridique :**

- Une convention locale Tribunal Judiciaire/Barreau de Paris visant à assurer une défense de qualité aux bénéficiaires de l'aide juridique, par la mise en place de permanences assurées par des avocats spécifiquement formés en matières pénale, droit des étrangers, droit des mineurs, droit des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement, assistance éducative et baux d'habitation, a été signée.
- Le barreau de Paris constate toutefois que la rétribution des avocats reste insuffisante en dépit des dernières revalorisations.
- Le montant de l'UV actuellement fixé à 36 € et le nombre d'UV, plafonné par type de procédure, ne permet pas de couvrir les frais de fonctionnement d'un cabinet.

#### 3.2 Ressources du pouvoir judiciaire

- **Manque de moyens humains, matériels et budgétaire :**

- Le CNB a participé activement aux Etats généraux de la justice et le barreau français s'associe aux conclusions du rapport (précité) qui constate : « *un manque criant de moyens humains, matériels et budgétaires dans les juridictions et d'une forte perte d'attractivité de beaucoup de métiers judiciaires, en dépit des efforts déployés* ».
- Il estime à ce titre « *qu'il y a lieu de recruter au moins 1 500 magistrats supplémentaires (en plus du remplacement des départs à la retraite) au cours des cinq prochaines années.* »

---

<sup>19</sup> [France 24, Cour de justice de la République : une juridiction d'exception très contestée, 16 novembre 2023.](#)

- **Solutions gouvernementales proposées :**

- Le 5 janvier 2023, après une concertation entre magistrats, avocats, syndicats professionnels de justice, forces de sécurité intérieure et citoyens dans le cadre des états généraux lancés fin 2021, le ministre de la Justice a annoncé 60 mesures, dont certaines ont été mises en œuvre parmi lesquelles :
  - Un budget annuel de 11 milliards d'euros atteint en 2027 ;
  - 10 000 emplois supplémentaires, dont 1 500 magistrats et autant de greffiers d'ici à 2027;
  - Une transformation numérique aboutissant à une justice « zéro parier » ;
  - La réécriture du Code de procédure pénale pour le simplifier et le rendre plus lisible ;
  - Le développement d'une politique de l'amiable pour une justice plus rapide et plus proche du justiciable ;
  - La familiarisation des citoyens au droit et de la justice dès le collège.
- La profession d'avocat a salué cet effort budgétaire destiné à moderniser le système judiciaire et se réjouit que les préconisations se soient concrétisées en novembre 2023, avec la loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027.

### 3.3 Formation des professionnels de justice

- **Formation initiale des avocats :**

- La Problématique : le statut des élèves-avocats qui ne sont plus étudiants et ont un statut social précaire pendant la durée de la formation.
- Défis : moderniser et numériser les formations, former les futurs avocats à l'usage de l'IA dans leur pratique professionnelle, renforcer les formations en déontologie et professionnaliser la formation (formations de formateurs, renforcement du rôle pédagogique du centre de formation auprès des intervenants).
- Initiative pertinente : afin de permettre aux futurs avocats de recevoir une base d'enseignement pratique en droit de l'UE, un parcours droit international à dominante européenne a été créé à l'EFB.

- **Formation continue des avocats :**

- Le Barreau de Paris organise de nombreuses formations au titre de la formation continue, dans tous les domaines du droit.
- Défis : rendre la formation attractive pour que chaque avocat effectue ses 20h de formation alors que l'application du droit devient de plus en plus technique, professionnaliser l'offre et l'adapter aux besoins de la profession.
- Initiatives pertinentes : création de cycles qualifiants, des cycles longs à haut degré de technicité, développement des formations en ligne pour permettre au plus grand nombre d'y avoir accès, développement des formations interprofessionnelles avocats / magistrats.

- **Décret sur la formation des avocats :**

- Le décret n°2023-1125 du 1er décembre 2023 relatif à la formation professionnelle des avocats<sup>20</sup> modifie sensiblement la formation professionnelle, initiale et continue, des avocats.
- Il concrétise les propositions du CNB et réforme une cinquantaine d'articles du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991.
- Il met en place un règlement intérieur unifié applicable à toutes les écoles d'avocats à compter du 1er septembre 2025.
- Il ajoute des conditions à la dispense d'examen d'accès au CRFPA accordée aux docteurs en droit ayant soutenu leur thèse après le 31 décembre 2024.

---

<sup>20</sup> Publié au Journal Officiel du samedi 2 décembre 2023



- Il soumet les personnes pouvant bénéficier d'une passerelle pour l'accès à la profession d'avocat en fonction des activités précédemment exercées à un examen de contrôle des connaissances en déontologie et réglementation professionnelle.
- Il précise les modalités de mise en œuvre du PPI (projet pédagogique individuel) et du stage des élèves avocats.
- Il fait de la formation continue une condition d'exercice de la profession en instaurant la possibilité d'omission de l'avocat qui ne satisfait pas à son obligation de formation continue à compter de l'année 2024.

### 3.4 Numérisation de la justice

Le processus de numérisation de la justice a continué en France, à travers les initiatives suivantes :

- **Déploiement de la plateforme QPC** : le Conseil constitutionnel développe un site internet dédié à la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), auquel le CNB a été associé. Ce portail de référence sur la QPC comprendra des ressources utiles aux professionnels du droit et permettra au public d'accéder à l'ensemble des décisions de justice rendues par les juridictions judiciaires et administratives dans le cadre d'une QPC.
- **Lancement du divorce par consentement mutuel électronique** : le CNB et le Conseil supérieur du notariat (CSN) ont signé en juin 2022 la convention officialisant la transmission dématérialisée de l'e-DCM. Il permet aux avocats, aux notaires et aux couples de disposer d'une solution numérique fluide et efficace pour l'établissement, la signature et la conservation électronique des conventions de divorce par consentement mutuel (DCM). La convention de divorce sera ainsi signée électroniquement par les époux en présence de leurs avocats.
- **Partenariats numériques** :
  - Le CNB développe une logique partenariale pour développer la dématérialisation des procédures.
  - S'agissant de la stratégie numérique, le Comité des Etats généraux de la justice appelle de ses vœux une redéfinition de l'approche des politiques numériques du ministère. Il formule des propositions pour refonder la maîtrise d'ouvrage des applications informatiques et renforcer la place du numérique.
  - Le 6 décembre 2023 le CNB, le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce et le GIE infogreffe ont signé une convention cadre de partenariat qui a pour objet d'organiser les travaux techniques d'interconnexion du nouvel E-Barreau, plateforme de communication électronique opérée sous la responsabilité du CNB, avec le Tribunal Digital, plateforme de communication électronique opérée par le GIE Infogreffe sous la responsabilité du CNGTC.
- **Cybersécurité des cabinets d'avocat** :
  - Un cabinet d'avocat, quelle que soit sa taille, peut être victime d'une cyber-attaque, mettant en danger son secret professionnel.
  - Une analyse de risque est nécessaire pour prévenir et anticiper une cyberattaque mais également pour traiter le risque une fois celui-ci réalisé.
  - Pour inciter les avocats à se saisir de cette question, le CNB a organisé une journée dédiée à la cybersécurité et a édité un guide sur « La sécurité numérique du cabinet d'avocat » afin de former les avocats à la gestion de ce risque en mettant en œuvre des bonnes pratiques.

- **Mise en place du système d'information de l'aide juridictionnelle (SIAJ) :**
  - Cette initiative s'inscrit dans le projet de transformation numérique du ministère de la justice.
  - Si le CNB (et le barreau de Paris via la commission accès au droit du CNB) y ont été associés, certaines de leurs demandes n'ont pas été prises en compte : le Barreau de Paris regrette notamment que les avocats n'aient pas accès à la plateforme. Ils ne sont donc pas en mesure d'aider leurs clients à remplir correctement les demandes d'aide juridictionnelle et de vérifier que les données fournies par le client sont exactes avant d'accepter la mission.
- **Dématérialisation des services publics :**
  - Le Barreau de Paris soulève un problème d'accès au droit en ce qui concerne la dématérialisation de nombreux services publics sans voie d'accès alternative satisfaisante.
  - Cela conduit à des ruptures de droits pour de nombreux justiciables qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour accomplir seuls ces démarches en ligne.
  - Ces ruptures de droit ont pour conséquences de créer un nouveau contentieux administratif très chronophage pour les juridictions administratives notamment et très peu rémunérateur pour les avocats, ce qui de fait laisse un certain nombre de justiciable sans réelles voies de recours et dans tous les cas représente un coût pour la collectivité.

### 3.5 Répartition géographique

- **Parquets nationaux :**
  - Le Parquet national financier, installé en mars 2014, traite des affaires des infractions économiques les plus graves.
  - Le Parquet national antiterroriste, créé en 2019, est compétent notamment dans les matières de crimes contre l'humanité et les crimes et délits de guerre, de terrorisme, de prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs, de torture au sens de la convention du 10 décembre 1984 et de disparition forcée.
  - Ces Parquets nationaux, basés à Paris, centralisent les dossiers au détriment des compétences territoriale classiques.
  - Les dérives actuellement constatées au sein du Parquet national financier, à l'encontre notamment du secret professionnel, laissent penser que cette centralisation est parfois excessive et dessert la qualité des enquêtes.
  - Par ailleurs ces pôles nationaux demandent de grands moyens financiers au détriment des juridictions de proximité et compliquent l'accès au droit.
- **Spécialisation des juridictions :**
  - La loi de programmation de la justice 2018-2022 du 23 mars 2019 organise la spécialisation des juridictions au niveau départementale.
  - Il est désormais possible de prévoir qu'un des tribunaux du département connaisse des contentieux techniques en matière civile ou pénale. Ces contentieux sont fixés par décret.
  - Cette spécialisation éloigne le contentieux et porte atteinte au principe fondamental d'accès au droit et à la justice des citoyens.
    - ➔ Avec la mise en place des tribunaux judiciaires, certaines juridictions spécialisées vont perdre en efficience et seront moins accessibles aux justiciables puisqu'elles seront centralisées dans la capitale française, portant ainsi atteinte à l'accès à la justice des individus.

## 4. Efficacité du système judiciaire

### 4.1 Durée de la procédure

- **Réduction des délais de traitement des dossiers :**

- Les délais de jugement n'ont cessé de s'allonger au cours des vingt dernières années.
- En matière civile, ces délais s'établissaient ainsi en 2019 à 13,9 mois en première instance et à 15,8 mois en appel, tandis que les conseils des prud'hommes statuent en plus de 16 mois. En matière pénale, si, par définition, les délais de jugement lors des audiences de comparution immédiate sont réduits, les conditions d'organisation matérielle de ces audiences, qui se tiennent souvent jusqu'à une heure avancée de la nuit, ne permettent pas de rendre une justice de qualité et contribuent à multiplier le prononcé de courtes peines de prison. En dehors des comparutions immédiates, les délais sont élevés et se dégradent.
- Des solutions ont été mises en place à cet effet, cependant, elles ne prévoient pas d'augmentation sensible des moyens humains ni financiers, ce qui risque d'aboutir à des méthodes expéditives de traitement des dossiers au détriment des droits des justiciables.

- **Développement de l'amiable :**

- Le ministre de la Justice a lancé en janvier 2023 une politique de l'amiable dans le cadre du plan d'action pour la Justice.
- Un décret<sup>21</sup> de 2023 a introduit deux nouveaux outils au sein du code de procédure civile : l'audience de règlement amiable (ARA) et la césure du procès civil.
- Le CNB a organisé un webinaire afin de présenter ces deux nouveaux outils aux avocats français.

### 4.2 Conditions de détention

- **Surpopulation carcérale :**

- Le barreau français est très préoccupé par la situation du système pénitentiaire et le record de nombre de personnes détenues atteint fin 2023 (75130 personnes détenues pour 60 698 places opérationnelles).
- Cette situation qualifiée de critique par le ministre de la Justice dans sa dernière circulaire de politique pénale générale inquiète les avocats et l'ensemble des syndicats, associations, autorités administratives indépendantes et organisations internationales s'intéressant au milieu carcéral.
- La Cour EDH dans son communiqué de presse accompagnant l'arrêt J.M.B. contre France du 30 janvier 2020 a ainsi indiqué les taux d'occupation des prisons concernées par le recours « révèlent l'existence d'un problème structurel ».
- Cette situation soulève des questions en termes de respect des droits fondamentaux des personnes détenues et est de nature à mettre en péril l'espace européen de liberté sécurité justice en devenant un frein à l'exécution des mandats d'arrêts européens vers la France.
- Le barreau français prend bonne note du souhait du gouvernement d'augmenter de 15 000 places de prisons supplémentaires le parc immobilier pénitentiaire, comme la rappelle le Garde des sceaux le 5 janvier 2023.
- Toutefois, le barreau français considère cela insuffisant pour satisfaire aux exigences européennes et internationales et réclame la mise en place d'un mécanisme contraignant de régulation carcéral.

---

<sup>21</sup> Décret n° 2023-686 du 29 juillet 2023 portant mesures favorisant le règlement amiable des litiges devant le tribunal judiciaire

## 5. Actualité récente

- **Loi immigration<sup>22</sup>** : le barreau français considère que cette porte gravement atteinte au droit un recours juridictionnel effectif et réforme profondément la procédure d'asile, au détriment des droits des demandeurs. Plusieurs dispositions de cette loi sont susceptibles d'être déclarées contraires à la Constitution et aux engagements internationaux de la France. Le Conseil constitutionnel a été saisi de plusieurs recours et rendra sa décision le 25 janvier prochain.
- **Décès de Nahel Marzouk** :
  - La mort de l'adolescent de 17 ans tué par balle au cours d'une intervention policière, avait créé des révoltes urbaines pendant plusieurs semaines en France.
  - Ce drame a relancé le débat sur le recours à la légitime défense policière<sup>23</sup>, notamment dans le cas de refus d'obtempérer.
  - A ce titre, le président de la commission des Lois Sacha Houlié (Renaissance) se disait favorable à une mission d'évaluation sur le "refus d'obtempérer" et sur la loi de 2017 qui régit l'usage des armes à feu par les policiers et gendarmes.
  - Le rapport sur les liens entre la police et la population de la Commission LDH du CNB révèle que la France est classée au 16ème rang des 27 pays de l'Union européenne en matière de confiance des citoyens envers la police.

## 6. Bonnes pratiques du barreau français

- **Déclaration de Vienne en faveur de l'Etat de droit** : le CNB ainsi que d'autres acteurs opposés aux dérives systémiques du système judiciaire et notamment, les barreaux de Varsovie et le Conseil des barreaux polonais ont publié une déclaration afin de rappeler l'attachement indéfectible de la profession aux valeurs fondamentales européennes et l'impérieuse nécessité de les protéger et de les adapter aux transformations technologiques en cours. L'objectif était de rappeler aux instances européennes et aux Etats membres leur responsabilité historique de préserver et de renforcer l'Etat de droit, en tant que principe fondateur européen et valeur commune intangible. Le CNB y fait des préconisations, ainsi par exemple le fait d'institutionnaliser les professions pivots de l'Etat de droit (juges, avocats, journalistes, défenseurs des droits, syndicats) dans les échanges, travaux et conclusions concernant l'Etat de droit. Cette déclaration a été saluée par le Vatican et d'autres acteurs.
- **Convention européenne sur la profession d'avocat** :

Les Barreaux français soutiennent l'initiative de la future convention européenne sur la profession d'avocat dans le cadre du Conseil de l'Europe. Face aux attaques subis par les avocats, ils suivent activement les réunions du Comité d'experts sur la protection des avocats chargé de rédiger le projet d'instrument juridique visant à renforcer la protection de la profession d'avocat et le droit de pratiquer la profession sans préjudice ni retenue. L'originalité de cet instrument ne réside pas dans les principes qu'elle énumère (indépendance – confidentialité notamment qui sont d'ores et déjà reconnu par de nombreux textes) mais dans son caractère contraignant et le fait qu'elle concerne une profession déterminée.

Dans un contexte de multiplication des menaces à l'encontre des avocats, le barreau français appelle l'UE à apporter son soutien à ce projet.

---

<sup>22</sup> Loi française sur l'immigration intitulée « Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration », adoptée le 19 décembre 2023.

<sup>23</sup> Prévu par l'article L435-1 du code de la sécurité intérieure issu de la loi n°2017-258 du 28 février 2017.

- **G7 des avocats :**

- Cette réunion annuelle des instances représentatives des Etats membres et du CCBE permet d'échanger sur des problématiques d'intérêts commun et d'interpeller le G7 utilement concernant plusieurs sujets dont le renforcement de la justice et de l'Etat de droit.
- En 2023, la réunion du G7 des avocats a permis de rédiger un projet de résolution soulignant l'impact potentiel de l'IA générative sur la profession d'avocat et l'accès aux services juridiques.

- **Droit de visite du Bâtonnier des lieux de privation de liberté :**

- Depuis le 24 décembre 2021, les bâtonniers sur leur ressort ou leur délégué spécialement désigné au sein du conseil de l'ordre peuvent visiter à tout moment les locaux de garde à vue, les locaux des retenues douanières définies à l'article 323-1 du code des douanes, les lieux de rétention administrative, les zones d'attente, les établissements pénitentiaires et les centres éducatifs fermés mentionnés à l'article L. 113-7 du code de la justice pénale des mineurs.
- Ce dispositif souhaité de longue date par la profession, a été introduit à l'article 18 de la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire modifiant ainsi l'article 719 du Code de procédure pénale.
- La profession d'avocat s'est pleinement saisie de cette nouvelle prérogative qui permet de renforcer l'effectivité des droits des personnes privées de liberté, un guide pratique ayant été rédigé conjointement le barreau de Paris, la Conférence des bâtonniers et le Conseil national des barreaux pour en faciliter l'exercice
- La bâtonnière de Paris a ainsi exercé courant 2022-2023 son droit de visite dans plus de quinze lieux de privation de liberté situés sur son ressort (notamment au sein du centre de rétention de Paris Vincennes, au sein du centre pénitentiaire de Paris la Santé, au sein des geôles du Tribunal judiciaire de Paris, et des commissariats de 8 arrondissements de Paris).
- Les rapports de visite rédigés sont ensuite systématiquement transmis aux autorités en charge des lieux de privation de liberté visités (ministres de l'Intérieur et de la Justice, préfet de police, président du Tribunal judiciaire, procureure de la république...) et pour information à la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, pour recueillir leurs observations ou propositions d'amélioration. Le ministre de l'Intérieur, prenant acte des constatations faites au sujet de l'absence d'un nombre suffisant de couvertures à usage unique au sein du commissariat de la Goutte-d'or (18<sup>ème</sup>), s'est ainsi engagé par une lettre du 12 mars 2023 en réponse à la Bâtonnière de Paris « *à ce que le système de distribution de couvertures mis en œuvre au sein des services de la préfecture de police soit partout effectif* ».
- Les rapports rédigés sont également mis à la disposition des avocats et d'associations - par mise en ligne sur le site de l'Ordre et du CNB- afin d'alimenter les recours ouverts devant le juge judiciaire sur l'indignité des conditions de détention (article 803-8 du code de procédure pénale) ou certaines saisines du juge administratif et constitutionnel (QPC en matière de conditions de gardes à vue notamment).
- L'exercice du droit de visite au sein du centre pénitentiaire de Paris La Santé (167 % de taux d'occupation au jour de la visite en février 2023) a également permis de témoigner, aux côtés des autres barreaux, de

la situation de surpopulation carcérale existant au sein des établissements pénitentiaires. Le barreau de Paris s'est également associé à une procédure de référé liberté contre la maison de Bois d'Arcy où de graves manquements ont été constatés.

- Imaginé dès l'origine dans les travaux présentés devant le Conseil de l'Ordre des avocats de Paris comme un outil de dialogue autant que de contrôle, le droit de visite se veut complémentaire du droit de visite dont disposent le contrôle général de lieux de privation de liberté, les parlementaires ou les membres du comité de prévention de la torture (Deux des visites - centre pénitentiaire de Paris la Santé et « geôles du tribunal judiciaire » - ont ainsi été effectuées conjointement avec des parlementaires.
- Par sa souplesse et son assise sur les différents ressorts des barreaux français, c'est un droit de visite aisément mobilisable, qui couvre l'ensemble du territoire et aboutit à des observations rigoureuses pour peu qu'on ne limite pas le nombre de délégués du bâtonnier nécessaires à un exercice effectif du droit de visite au regard notamment de la taille ou de la nature de certains établissements.
- La profession souhaite son extension aux hôpitaux psychiatriques pratiquant l'hospitalisation sans consentement et plaide en faveur d'une consécration de ce droit de visite au plan européen afin que les bâtonniers ou représentants des barreaux disposent en Europe également de cette prérogative intrinsèque à leurs fonctions institutionnelles de protection de la dignité et des droits fondamentaux.
- **Observatoire international des avocats en danger (OIAD) :**

L'Observatoire International des Avocats en Danger (OIAD) est une importante initiative émanant du Conseil national des barreaux (France), du Barreau de Paris (France), du Consejo General de la Abogacía Española (Espagne) et du Consiglio Nazionale Forense (Italie).

Lancé en 2016, l'OIAD a pour objet de défendre les avocats menacés dans le cadre de l'exercice de leur profession et de dénoncer les situations attentatoires aux droits de la défense. A ce jour, l'OIAD compte plus de 47 barreaux membres, pour la plupart européens et a pour ambition de s'articuler dans le paysage des mécanismes de protection des avocats en général et des avocats défenseurs des droits de l'Homme en particulier, en complétant les dispositifs existants et en travaillant en étroite collaboration avec les réseaux établis.

En rassemblant un maximum de Barreaux et d'organisations, l'OIAD se pose comme un acteur essentiel, d'envergure internationale, de la défense des avocats en danger et donc de l'Etat de droit. Ses axes d'action sont de conjuguer alertes, soutien sur le terrain et actions de formation. De nombreuses aides financières d'urgence sont accordées chaque année à des avocats ainsi qu'à leurs familles.

L'Observatoire dont la présidence actuelle est exercée par le barreau de Paris est particulièrement investi dans le cadre de la journée internationale de l'avocat en danger qui se tient chaque 24 janvier. En 2024, cette journée est consacrée à la situation des avocats en Iran. L'observatoire travaille et communique en anglais, Français, Allemand, allemand, espagnol et Italien.

- Lien vers le site Internet : <https://protect-lawyers.org/lobservatoire/>



- **Conseil national de la médiation (CNM) :**

- Créé en 2021<sup>24</sup> et placé auprès du ministère de la justice, le CNM est chargé de rendre des avis dans le domaine de la médiation<sup>25</sup> et de proposer aux pouvoirs publics toutes mesures propres à l'améliorer ; de proposer un recueil de déontologie applicable à la pratique de la médiation ; de proposer des référentiels nationaux de formation des médiateurs et faire toute recommandation sur la formation ; et d'émettre des propositions sur les conditions d'inscription des médiateurs sur la liste prévue à l'article 22-1 A.
- Le CNB siège au sein de ce Conseil en tant que Vice-Président de droit et considère qu'il s'agit d'un progrès majeur permettant de concilier le développement quantitatif et qualitatif de la médiation.

- **Renforcement du dialogue avec les acteurs institutionnels de l'Etat de droit :**

- Le barreau français continue de renforcer ses relations institutionnelles avec les autorités et les acteurs de l'Etat de droit et des droits fondamentaux en France afin de trouver des solutions concrètes à leur nécessaire protection.
- Le CNB a ainsi notamment initié le plan prison et convention avec la direction de l'administration pénitentiaire visant à renforcer l'accès au droit des personnes détenues, à améliorer la formation des avocats et des personnels pénitentiaires aux enjeux juridiques des conditions de détention et à pérenniser les échanges d'information et les relations nationales et locales.

- **Triangle de Weimar des avocats :**

- En 2019, trois organes de la profession d'avocats en Allemagne (Deutscher Anwaltverein – association des avocats allemands), à Paris (Barreau de Paris) et à Varsovie (Barreau de Varsovie) ont décidé de s'unir et de créer un « Triangle de Weimar des avocats ».
- L'objectif du Triangle est de mener des actions visant à défendre les valeurs de l'État de droit dans les trois pays, et partout en Europe, et en particulier l'indépendance de la justice, le respect de la séparation des pouvoirs et de la règle de droit.
- Plusieurs actions ont été menées dans ce cadre : adoption de résolutions – organisation de conférences visant à alerter les gouvernements et l'opinion publique sur les problématiques d'État de droit– mission d'observation en Pologne notamment).

- **Programme Répît :**

- Ce programme novateur du Barreau de Paris, créé en 2021, a vocation à offrir la possibilité aux avocats bénéficiaires de s'éloigner pour un temps de leurs pays respectifs afin d'échapper aux environnements stressants et difficiles dans lesquels ils évoluent et de les mettre à l'abri du danger immédiat pour les plus exposés d'entre eux. Les avocats bénéficiaires du programme sont accueillis à Paris pour des séjours de maximum 3 mois. L'objectif premier est de leur permettre de se reposer dans un endroit où ils peuvent se sentir en sécurité tout en développant leurs réseaux professionnels et leurs compétences.
- En 2023, ce programme a permis d'accueillir des avocats de Jordanie, de Russie, de Tunisie et du Guatemala, accompagnés parfois de leurs proches. Une attention particulière est portée aux avocates mères célibataires pour qu'elles puissent venir avec leur enfant ainsi qu'aux personnes LGBTI+.

<sup>24</sup> Article 45 de la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

<sup>25</sup> Définie à l'article 21 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995.

- Ce programme permet de porter efficacement le plaidoyer selon lequel les avocats sont des défenseurs des droits humains et doivent pouvoir à ce titre bénéficier d'une protection.
- Lien vers le site Internet du programme Répit : <https://programmerepitavocats.org/>

#### **Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme :**

L'initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'homme a été lancée le 10 décembre 2021 par la Présidence de la République française. Le Barreau de Paris déjà très investi dans le programme répit a tout de suite souhaité participer à ce projet dont il est membre fondateur.

Il s'agit d'un programme d'accueil en France de défenseurs des droits de l'Homme pour une durée de 6 mois afin de leur permettre de renforcer leurs capacités et leur réseau. Il accueille chaque année quinze bénéficiaires du monde entier.

L'Initiative repose sur un partenariat entre les pouvoirs publics français et des acteurs non gouvernementaux : deux ministères sont impliqués (Ministère des Affaires étrangères, Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés), ainsi que plusieurs associations françaises, des universités et des acteurs de l'économie sociale.

Le Barreau de Paris est membre fondateur de cette initiative et il est un partenaire essentiel de cette initiative depuis le début, contribuant à la sélection des lauréats et à l'amélioration du programme de formation d'une année sur l'autre. Malgré la diversité des profils des défenseurs, certains avocats sont impliqués. Le Barreau de Paris contribue à l'identification des avocats susceptibles de bénéficier de l'Initiative Marianne.

Cette initiative renforce également la coordination entre les acteurs de la protection des défenseurs en France et constitue à ce titre une innovation.

- Lien vers le site Internet : <https://www.initiativemarianne.fr/>